

DIPLOMAT

Magazine de la diplomatie et des affaires

Juillet-Août 2009

Investissement

POLITIQUE

La Chine et le Canada renforceront leurs relations bilatérales

INVESTISSEMENT

Le risque d'investissement en Afrique est exagéré, selon Donald Kaberuka, président de BAD

FINANCE

Financement record de la Banque mondiale en 2009

DIPLOMATIE

Appel à un "nouvel ordre mondial" au sommet des Non-alignés en Égypte

DISTRIBUTION CIBLÉE

Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Japon, Malaisie, Sénégal, Suisse, BCEAO, Banque mondiale, Banque islamique, Banque africaine de développement, CEDEAO, FMI, OIF, ONU, Représentations diplomatiques, Union européenne, Union africaine, UEMOA.

www.diplomatinvestement.com



WWW.CIMA.CA



VILLE DE MONTRÉAL

Destination d'affaires et terre d'investissements directs étrangers



Lieu d'échange et de commerce, la région de Montréal connaît une évolution qui la destine à devenir l'une des grandes villes régionales de ce siècle. Sa position géographique, ses assises diversifiées d'activités économiques et commerciales, ses percées remarquées dans les industries du savoir, soutenues par une population instruite et cosmopolite en font un lieu privilégié de résidence, d'affaires et d'activités culturelles en Amérique du Nord. Point stratégique de l'axe Québec-Windsor, le plus densément peuplé et industrialisé du Canada, la région de Montréal s'insère naturellement dans le périmètre de la vaste mégalopole constituée des villes de Boston, New York et Washington. Avec la globalisation

croissante des marchés et l'accélération des échanges internationaux, la région métropolitaine de Montréal est une importante plaque tournante de la scène économique et culturelle du Québec, du Canada et de l'Amérique du Nord. Centre économique de premier plan depuis sa fondation au XVII^e siècle, Montréal est rapidement devenue le berceau de l'industrie canadienne grâce à l'activité soutenue de son port et à un accès rapide à l'ensemble des marchés nord-américains. Montréal possède une kyrielle d'entreprises de pointe dans les secteurs les plus variés et excelle entre autres dans les technologies de l'information (TIC) et des communications, les sciences de la vie et l'aérospatiale. ■

EN BREF

Saviez-vous que... 6

ÉDITORIAL

L'Aquila, un sommet d'attente ? 7

POLITIQUE

Le G-8 s'ouvre à l'Afrique; les dirigeants souhaitent consacrer 20 milliards à la sécurité alimentaire 8

Denis Sassou-Nguesso largement réélu à la présidence du Congo 9

8

LE G-8 S'OUVRE À L'AFRIQUE**BARACK OBAMA**

«l'avenir de l'Afrique appartient aux Africains»

20

LEE HSIEN LOONG

SINGAPOUR : Une économie performante et moderne au coeur de l'Asie

24

**RELATIONS INTERNATIONALES**

La Chine et le Canada renforceront leurs relations bilatérales 10

DIPLOMATIE DES AFFAIRES

Appel à un "nouvel ordre mondial" au sommet des Non-alignés en Égypte 12

Rencontre entre Medvedev et Merkel 13

COOPÉRATION

10

La Chine et le Canada renforceront leurs relations bilatérales



Le conseiller d'État chinois rencontre le président sud-africain 14

Yves Leterme nouveau chef de la diplomatie belge 14

INVESTISSEMENT

Le Tchad, nouvel eldorado pétrolier des Chinois 16

Le risque d'investissement en Afrique est exagéré, selon Donald Kaberuka 16

FINANCE

Barack Obama propose une nouvelle régulation du système financier 17

Banque mondiale : Financement record en 2009 18

COMMERCE ET ÉCONOMIE

Économie mondiale : Le FMI est plus optimiste mais appelle à la vigilance 19

DOSSIER

Barack Obama «l'avenir de l'Afrique appartient aux Africains» 20

REPORTAGE

Le FMI accorde au Ghana un prêt de 1,02 milliard de dollars Développement 22

L'Inde et les USA signent un accord 23

DÉVELOPPEMENT

SINGAPOUR : Une économie performante et moderne au coeur de l'Asie 24

RÉFLEXION

Le SOMMET DES NON-ALIGNÉS: la difficile mutation d'un dinosaure 26

Saviez-vous que...

- Singapour est l'un des premiers centres mondiaux pour le raffinage et la distribution de produits pétroliers, mais aussi un des premiers fournisseurs de composants électroniques et un leader de la construction et de la réparation navale. L'île est devenue l'un des plus importants centres financiers d'Asie, regroupant plus de 130 banques. Son réseau de communication ultra performant la relie au reste du monde par satellite, télégraphe et téléphone 24h/24, ce qui facilite toutes les affaires. L'emplacement de Singapour, ses excellentes infrastructures, ses étonnants contrastes culturels et ses richesses touristiques attirent un nombre toujours croissant de visiteurs.

- Selon un sondage trimestriel mené pour le compte de Manuvie, les Canadiens continuent d'investir et retrouvent leur appétit pour le risque malgré les événements des derniers mois. En effet, neuf catégories de placement sur dix ont progressé dans le sondage trimestriel effectué à la mi-juin. Sur les dix catégories, les espèces ont été le seul type d'investissement à perdre du terrain durant le dernier trimestre

- L'investissement a chuté de 63% en volume en France au premier semestre, par rapport à la même période de 2008, selon une étude publiée par le cabinet conseil Cushman & Wakefield. Cette baisse dissimule toutefois une légère inflexion entre le premier et le deuxième trimestre, puisque les volumes investis sur les trois premiers mois de l'année avaient dégringolé de 73% sur un an à 1,2 milliard d'euros.

- L'Iran prévoit d'investir environ 70 milliards de dollars dans deux gisements de gaz naturel offshore pour la période 2010-2015, a annoncé vendredi le directeur exécutif de la National Iranian Oil Company (NIOC). Selon Seifollah Jashnsaz, Téhéran va investir 40 milliards de dollars pour achever des projets en cours sur le gisement de Pars-Sud sur cette période.

- Barack Obama engage la plus grande réforme financière depuis la crise de 1929. Les marchés financiers seront mieux régulés, les banques, contrôlées par six agences, mais non par un régulateur unique. Une agence de protection des consommateurs va voir le jour. En revanche, les fonds spéculatifs (hedge funds) ne seront pas réglementés comme les banques. Une réforme pragmatique et d'apparence modérée pour obtenir l'adhésion d'un Congrès hostile à une réglementation trop marquée.

- La récession a continué de peser sur le commerce extérieur de la Suisse en mai. Tant les exportations que les importations ont plongé d'un cinquième, a indiqué l'Administration fédérale des douanes. Les exportations nominales ont dégringolé de 19,1% à

14,26 milliards de francs. Le recul en mai a été encore plus virulent que celui enregistré jusqu'alors. Pas moins de 7 industries exportatrices sur 10 ont vu leur chiffre d'affaires chuter entre 22 et 39%. Une fois de plus, la métallurgie a essuyé le plus lourd revers (-38,8%). L'industrie des machines et de l'électronique a également pris une gifle (-30%). Les importations se sont elles contractées de 21,8% à 12,25 milliards de francs. La balance commerciale boucle avec un excédent élevé de 2 milliards, comparable à celui de l'an dernier

- Le secrétaire au Trésor des États-Unis Timothy Geithner a estimé que la relance de l'économie américaine suivait «le cours prévu», laissant entendre que le gouvernement ne compte pas demander de rallonge pour soutenir l'activité d'ici à la fin de l'année. Certains programmes de ce plan ont été mis en oeuvre mais les mesures prévues «porteront leur effet maximal sur l'économie au second semestre», a souligné M. Geithner lors d'une audition devant deux commissions parlementaires. Le président américain Barack Obama a promulgué en février un plan de relance budgétaire doté de 787 milliards de dollars sur trois ans. Constitué pour un peu plus d'un tiers d'allègements fiscaux, le reste de dépenses publiques, ce plan a pour ambition de sauver ou créer 3,5 millions d'emplois.

- La finance américaine comptera-t-elle un chômeur (prestigieux) de plus l'an prochain? Le Wall Street Journal s'interroge en effet sur les chances de reconduction de Ben Bernanke à la tête de la Fed, décision que Barack Obama doit prendre d'ici la fin de l'année. Plutôt soutenu par les économistes pour son action durant la crise, Ben Bernanke n'est pas à l'abri, selon le quotidien économique américain, d'une aggravation de la conjoncture ou de révélations critiques sur sa politique. Les principaux noms cités pour éventuellement remplacer le successeur d'Alan Greenspan sont ceux de conseillers économiques de Barack Obama, Lawrence Summers et Christina Romer, ou de l'ancienne conseillère de Bill Clinton Janet Yellen.

- Boeing a entamé un bras de fer avec ses mécaniciens. Selon The Seattle Times, le constructeur aéronautique américain aurait proposé au plus gros syndicat de conclure un accord de long terme interdisant les grèves: à défaut, Boeing construirait une deuxième ligne de production du 787 en dehors de la région de Seattle. D'après le quotidien régional américain, la question de ce deuxième site "s'est récemment intensifiée avec l'annonce du rachat par Boeing de l'usine Vought Aircraft de Charleston, en Caroline du Sud". L'an dernier, Boeing avait connu une longue grève de deux mois de ses mécaniciens, et joue désormais, selon l'expression d'un consultant, une véritable "partie de poker" avec eux, tant construire un site ailleurs serait coûteux ■

Diplomat Investissement s'adresse aux décideurs politiques, diplomatiques, financiers et aux investisseurs. Magazine d'informations diplomatiques et économiques, il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.

Président-éditeur: **Jean Télé Udimba**
Directeur général: **Dr Hilaire Woma**
Rédacteur en chef: **Ousmane Sow**

ADMINISTRATION

Élodie Rukiza
Coordonnatrice générale: **Kawia Nacro**

DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

Relations avec les Gouvernements: **Télé Wembolua**
Relations avec les secteurs privé et public: **Antoine Lukaso**
Relations avec les institutions: **Joseph Tete**
Développement des affaires: **Ignace Lumumba**
Directeur de projets: **Dr Hilaire Kasongo**
Chargé de mission: **Sylla Naby Laye**

DIRECTION INTERNATIONALE

Relations diplomatiques et consulaires: **André Okito**
Promotion du commerce et des investissements: **Amisi Rukiza**

MARKETING ET PUBLICITÉ

Marketing et relations d'affaires: **Naby S.**
Publicité, abonnement et vente: **Fatou Rukiza**

RÉDACTION

Chef rubrique: **Ousmane Sow**
Chef réviseur: **Dr Woma Kasongo**
Journalistes: **Ousmane Sow**
Reportage: **Ousmane Sow**

STAGIAIRES

Eva Sow
Wê-nssê Nacro

PRODUCTION

Directeur de production: **Jean Télé**
Photos & Illustrations: **Jean-Jacques Omeonga**
Impression: **Transcontinental**

COLLABORATION ET SOUTIEN LOGISTIQUE

Promo invest International
Avacbéton

DISTRIBUTION

Distribution ciblée: WABC
Remerciements:

PUBLICATION ET DIFFUSION

Groupe diplomat Investissement
Ont également collaboré à ce numéro: Moise Mougnan, Pascal Lemba.

Notre politique de distribution: Il nous arrive de communiquer à nos partenaires les besoins de nos annonceurs afin de les intéresser à leurs produits ou services. Bon nombre d'entre eux apprécient cette méthode de distribution ciblée. Cependant si vous ne voulez pas ce genre de service, faites-le savoir à notre administration. Droits d'auteur et droit de reproduction.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada
ISSN: 1205-9757

Magazine Diplomat Investissement

6830, av. du Parc, suite 565 Montréal, Québec H3N1W7 Canada
Téléphone: (514) 271-0071 - Télécopieur: (514) 273-0120
Courriel: contact@diplomatinvestissement.com
Site Web: www.diplomatinvestissement.com

Toute demande de reproduction doit être adressée à l'administration du magazine.

L'Aquila, un sommet d'attente ?

Jean Télé Udimba

Le président Barack Obama a peut-être raison : il faut diminuer le nombre de sommets internationaux pour arriver à mieux coordonner les efforts internationaux. Parce que, concrètement, on se demande, à part les promenades sur les ruines de L'Aquila touchées par le terrible tremblement de terre, ce qui a vraiment été décidé lors de ce sommet. Bien sûr, les habituelles promesses sont revenues : accroître l'aide au développement avec, encore une fois, l'Afrique en vedette, lutter contre la spéculation financière, renforcer les mécanismes de contrôles internationaux et aussi, réformer le cadre même du G-8.

Pour marquer la rupture qui s'installe dans l'économie mondiale, le président du Conseil italien Silvio Berlusconi, a invité les chefs d'État des pays dits émergents (Brésil, Chine, Inde...) C'est le signal évident que la crise mondiale ne trouvera pas sa réponse seulement dans les pays industrialisés ni au sein des institutions comme la Banque mondiale ou le FMI. Aucun pays n'est assez riche ou puissant pour se sortir seul de cette impasse.

Le G8 a pris conscience que le chômage, la désindustrialisation, les migrations massives, le péril environnemental sont des sujets trop graves ou trop sérieux pour être réglés dans le cadre restreint et sélect de quelques pays riches qui n'ont plus les moyens de leurs ambitions. Pourtant, le sommet n'a rien tranché. Tellement les positions sont divergentes. Barack Obama a tenté d'imposer la vision des États-Unis avec son aura et sa capacité de conviction. Mais, en face, les pays de l'Union européenne, divisés comme d'habitude, sont restés accrochés à leurs intérêts. Et point n'ont trouvé de consensus. La Chine n'a pas bien pesé dans la balance à cause de l'absence du président Hu Jintao rentré précipitamment au pays après l'éclatement de troubles dans une province sensible.

Et l'Afrique ? Comme à l'accoutumée depuis le sommet historique de Gleneagles en 2005, elle a, un laps de temps, fait l'objet d'attention. Plusieurs de ses chefs d'État étaient présents et ont pu s'entretenir avec les riches. Mais, comme la souligné Stephen Harper, le Premier ministre du Canada « Les pays du G8 qui n'ont toujours pas respecté les promesses d'aide au développement faites à l'Afrique lors du sommet historique de Gleneagles, en 2005, compromettent la «crédibilité» de l'organisation ».

Chaque sommet du G8, on fait des belles promesses à l'Afrique et aux pays en développement. Cette année, une promesse de 20 milliards dollars pour l'alimentation, hier c'était le NEPAD. On se demande pourquoi tant de promesses et tant de sommets, alors que l'opinion mondiale s'inquiète de ne pas voir les résultats. A quand les belles paroles accompagneront-elles de vraies actions? Faute d'engagements à moyen terme et en dépit des progrès accomplis sur la réduction des émissions polluantes d'ici 2050, le G8 de L'Aquila laisse le sentiment d'un rendez-vous manqué sur le changement climatique à cinq mois de l'accord attendu à Copenhague.

Seule promesse de poids, qui s'est dégagée, le G8 devrait investir 20 milliards de dollars d'ici 2012 pour combattre l'insécurité alimentaire dans les pays pauvres, en finançant des projets agricoles. Mais là encore, la proposition américaine de créer un fonds pour gérer cet argent est tombé dans les oubliettes. Mais Washington compte jouer sur les structures, en faisant passer une telle idée via le Programme alimentaire mondiale (PAM), organisme affilié à l'ONU. Le sommet de L'Aquila démontre toutefois une chose: à force de multiplier les structures supranationales, elles se paralysent l'une l'autre. ■



Le G-8 s'ouvre à l'Afrique; les dirigeants souhaitent consacrer 20 milliards à la sécurité alimentaire

Ousmane Sow

Au dernier jour du sommet de L'Aquila, le G-8, associé aux pays émergents, accueillait des pays africains dans le cadre d'un "dialogue élargi" avec le continent noir. Les dirigeants ont annoncé à cette occasion leur volonté d'investir 20 milliards de dollars au cours des trois prochaines années dans la sécurité alimentaire des pays en développement. Ce montant est supérieur de cinq milliards de dollars au chiffre initial de 15 milliards de dollars, qui avait été fixé lors des discussions avec les dirigeants africains dans la matinée. Les dirigeants ont exprimé leur souhait de moins se concentrer sur l'envoi de nourriture aux populations déshéritées et de porter en re-

vanche une attention accrue à l'aide aux agriculteurs des pays en développement afin qu'ils produisent davantage et mieux. Cette stratégie, qui vise à donner aux petits paysans des pays pauvres les moyens d'accroître leur productivité, constitue une nouvelle façon de concevoir la lutte contre la faim dans le monde et l'aide au développement, la sécurité alimentaire représentant aujourd'hui une menace majeure pour la stabilité politique. Les fonds pour "l'aide à l'agriculture" et la "sécurité alimentaire" seraient distribués sur une période de trois ans. Il s'agit d'une "stratégie coordonnée, globale" permettant aux pays pauvres de développer durablement leurs cultures vivrières et leur secteur agroalimentaire, en "gardant un engagement fort à assurer une aide alimentaire d'urgence

adéquate", selon le texte de cette initiative.

L'accent est mis sur l'aide aux petits agriculteurs, l'enjeu étant de leur donner les moyens d'accroître leur productivité et de s'adapter aux changements dus au réchauffement climatique. L'ambassadeur angolais en Italie, Manuel Pedro Pacavira, a salué des "mesures très importantes" alors que la sécurité alimentaire représente aujourd'hui une menace majeure pour la stabilité politique. La flambée des prix des denrées de première nécessité comme la farine, le riz ou l'huile a entraîné l'an dernier des émeutes dans plusieurs pays, dont Haïti et l'Égypte.

Jacques Diouf, directeur général de l'Agence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), voit dans l'initiative adoptée à L'Aquila un "change-

ment total, bienvenu et encourageant". Donner les "outils nécessaires" aux "agriculteurs des pays pauvres pour leur permettre de produire de la nourriture" peut permettre de résoudre le problème de la faim, a-t-il estimé, interrogé par l'Associated Press. Quant au climat, un des autres grands dossiers du sommet, il a donné lieu à l'habituelle partie de ping-pong entre pays riches et pays émergents.

Le G-8 s'est mis d'accord pour la première fois sur la nécessité de limiter l'élévation des températures à deux degrés Celsius maximum, ainsi que sur une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 80% à l'horizon 2050. Les dirigeants n'ont cependant pas fixé d'objectif à court terme ni pris d'engagement financier ou technologique pour aider les pays pauvres confrontés au changement climatique.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont par ailleurs constaté des "signes de stabilisation" de l'économie, plongée dans la plus grave récession depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais la situation économique "reste incertaine et des risques importants continuent de peser sur la stabilité économique et financière", ont-ils estimé.

Sur l'Iran, le président américain Barack Obama a rappelé que le sommet du G-8 n'était pas destiné à décider d'éventuelles sanctions contre Téhéran concernant le nucléaire. Lors du prochain sommet du G-20 (pays riches et émergents)

en septembre prochain aux Etats-Unis, "nous réexaminerons la position de l'Iran (...) concernant la cessation de la politique d'armement nucléaire", a-t-il ajouté. La porte reste "ouverte" pour que Téhéran réponde à l'offre de dialogue de la communauté internationale, qui n'attendra toutefois pas "indéfiniment", a fait valoir le chef de la Maison Blanche.

En dépit du pouvoir économique et politique du G-8, certains dirigeants jugent désormais que ce groupe est de plus en plus restreint pour adopter des décisions économiques et politiques majeures. "Avec le président (brésilien) Lula, nous avons

indiqué notre volonté de faire évoluer le G-8", a déclaré jeudi le président français Nicolas Sarkozy.

"Il nous semble déraisonnable d'envisager les grandes questions internationales sans l'Afrique, sans l'Amérique latine, sans la Chine, sans l'Inde", a-t-il dit, en souhaitant la mise en place d'un "G-14" regroupant les Huit, les principaux pays émergents ainsi que l'Egypte.

Barack Obama avait déjà envisagé, lors du G-20 à Londres en avril dernier, un doublement de l'aide alimentaire américaine. ■



Denis Sassou-Nguesso largement réélu à la présidence du Congo



Le président congolais, Denis Sassou-Nguesso, a été réélu avec 78,6% des voix à un nouveau mandat de sept ans lors de l'élection de dimanche dernier, annonce la Commission électorale. Les observateurs de l'Union africaine et de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale ont estimé que le scrutin avait été libre et transparent.

Le taux de participation a été faible en raison du boycott auquel avait appelé l'opposition, avaient déclaré dimanche les observateurs. "Le Congo salue la victoire de la démocratie. Je suis le président de tout le peuple congolais", s'est félicité Denis Sassou-Nguesso depuis son siège de campagne, où il célébrait sa victoire tandis que ses partisans faisaient résonner

les klaxons de leurs voitures. Arrivé au pouvoir en 1979 à la faveur d'un coup d'Etat, Denis Sassou-Nguesso avait dû céder sa place en 1992 à l'issue d'élections multipartites qui avaient vu la victoire de Pascal Lissouba. Mais ce dernier a été chassé lors de la guerre civile de 1997 et l'actuel président s'est réinstallé aux commandes de l'Etat.

La République du Congo est le cinquième producteur de pétrole d'Afrique, avec 220.000 barils par jour, mais les détracteurs du chef de l'Etat soulignent que la grande majorité de ses 3,7 millions d'habitants ne profitent pas de cette manne. Le groupe français Total est le principal exploitant des ressources pétrolières du pays. ■

La Chine et le Canada renforceront leurs relations bilatérales

Antoine Lukaso

La Chine et le Canada partagent de larges intérêts communs et déploieront de concert les efforts destinés à consolider la coopération bilatérale déjà étroite, ont indiqué à Ottawa le ministre chinois des Affaires étrangères, Yang Jiechi, et son homologue canadien, Lawrence Cannon. M. Yang est arrivé dimanche à Ottawa pour une visite de deux jours. Ses discussions avec M. Cannon ont porté sur un large éventail de questions mondiales et bilatérales d'intérêt commun.

Depuis l'année dernière, les deux pays ont procédé à de fréquentes discussions et visites. Ils ont intensifié la coopération dans divers domaines, tels que le commerce, l'économie, la culture, l'éducation, la science et technologie, la santé et la protection de l'environnement, s'est réjoui M. Yang. Ceci est dans l'intérêt fondamental des deux pays et de leurs peuples, a poursuivi le chef de la diplomatie chinoise. Il n'existe aucun conflit dans les intérêts fondamentaux du Canada et de la Chine, a estimé M. Yang. Tant que les deux parties observent le principe de respect mutuel et d'avantages réciproques, les relations sino-canadiennes jouiront d'un développement sain et stable en faveur des deux pays. De grandes opportunités



Lawrence Cannon et Yang Jiechi

sont en perspective pour des relations plus étroites entre le Canada et la Chine, alors que les deux pays célébreront l'année prochaine leurs 40 ans de relations diplomatiques, a conclu M. Yang. De son côté, M. Cannon a mis l'accent sur le fait que les récentes discussions entre les deux parties sur la santé et la lutte contre le terrorisme, entre autres, ont abouti à des résultats positifs. La visite de M. Yang donnera un élan aux relations bilatérales, a estimé le ministre canadien. Le Canada

se lance dans la construction de relations franches, amicales et tournées vers l'avenir avec la Chine sur la base du respect et de la compréhension mutuelles.

Le Canada cherchera à promouvoir les relations avec la Chine par le biais de visites de haut niveau et davantage d'échanges commerciaux. A cette occasion, le chef de la diplomatie canadienne a réitéré que son gouvernement continuera à adhérer à la politique d'une seule Chine. ■

Le Président Paul Biya nomme Philémon Yang, Premier ministre du Cameroun

Le président Paul Biya a nommé Yang Philemon au poste de Premier ministre en remplacement d'Ephraïm Inoni qui occupait ce poste depuis décembre 2004. Yang Philemon, 62 ans, magistrat, anglophone, originaire de la province du Nord-Ouest et membre du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, pouvoir). Avant d'être nommé Premier ministre, il savait qu'il y avait beaucoup de choses à faire pour développer le Cameroun. Nous avons tout le temps pour le faire", a déclaré le nouveau chef du gouvernement à la presse. Titulaire d'une licence en Droit obtenue à l'Université de Yaoundé, le tout nouveau premier ministre a connu une ascension exaltante. Magistrat diplômé de l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (Enam), section magistrature, il est nommé, en Janvier 1975, au parquet de la Cour d'Appel de Buéa où il va officier comme procureur. Juste le temps de se familiariser avec les prétoires où il passe à peine 6



mois. Il est ensuite propulsé au gouvernement le 30 Juin 1975. Il devient alors vice-ministre de l'Administration territoriale. Trois ans plus tard, le 2 Mai 1978, il est nommé Ministre de l'Élevage et des Industries animales. Il y restera jusqu'au 4 Février 1984, date à laquelle il quitte le gouvernement. Le 23 Octobre 1984 il est nommé ambassadeur du Cameroun au Canada. Il passe en effet 20 ans à ce poste dont 10 ans en tant que doyen du corps diplomatique accrédité au Canada. En décembre 2004, Yang Philémon rentre au Cameroun par la grande porte. Il est nommé secrétaire général adjoint à la présidence de la République. Depuis lors, il n'a pas quitté les couloirs feutrés de la présidence où l'on le retrouve parfois dans les délégations restreintes du président Paul Biya pendant ses séjours à l'Étranger. Une position éminemment privilégiée. À 62 ans, il devient ainsi le Premier Ministre de la République du Cameroun. Cette nomination est le couronnement d'une carrière entamée dans la discipline, l'amour du pays et le dévouement envers la nation. En choisissant Yang Philemon, le Président Paul Biya récompense l'intégrité, la compétence, le dynamisme, la fidélité et le patriotisme.

Le Sénat américain présente des excuses pour l'esclavage et la ségrégation

Hilaire Kasongo

Une résolution symbolique, dans laquelle le Sénat reconnaît "l'inhumanité de l'esclavage", a été adoptée par démocrates et républicains, à la veille de la célébration annuelle de la fin de l'esclavage aux États-Unis en 1865. Cinq mois après l'entrée à la Maison Blanche du premier président noir, Barack Obama, le Sénat des États-Unis a formellement présenté des excuses jeudi, au nom du peuple américain, pour "l'esclavage et la ségrégation raciale" envers les Noirs américains.

Cette résolution symbolique a été approuvée par acclamation, démocrates et républicains étant largement d'accord sur les termes du texte. La résolution devra également être adoptée par la Chambre des représentants, mais ne requiert pas de signature du président Obama. Elle intervient à la veille de la célébration annuelle de la fin de l'esclavage aux États-Unis en 1865, après la guerre de Sécession. Le texte reconnaît "l'injustice fondamentale, la cruauté, la brutalité et l'inhumanité de l'esclavage" et des lois ségrégationnistes connues sous le nom de "lois Jim Crow" qui ont été abolies en 1964 par la loi sur les droits civiques, le "Civil Rights Act" qui interdit toute forme de discrimination dans les lieux publics. Il présente des "excuses aux Noirs américains au nom du peuple américain, pour le mal qui leur a été fait, ainsi qu'à leurs ancêtres qui ont



Harry Reid, Leader de majorité Démocrate au Sénat

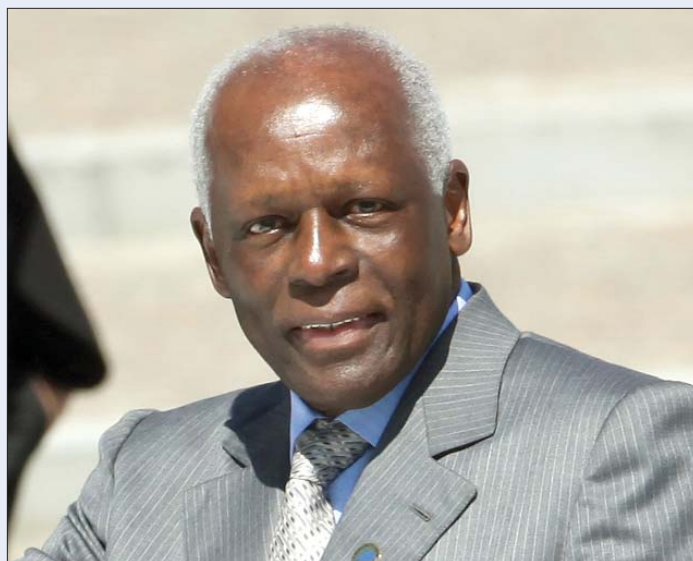
souffert de l'esclavage et des lois Jim Crow". En outre, le texte qui reprend les termes de la déclaration d'Indépendance des États-Unis du 4 juillet 1776 réclame un "nouvel engagement du Congrès au principe selon lequel tous les êtres sont créés égaux et avec des droits inaliénables à la vie, la liberté, et la poursuite du bonheur". Toutefois, il stipule bien que le texte de la résolution ne peut servir de "support à une plainte contre les États-Unis". D'ailleurs, le groupe des élus noirs de la Chambre des représentants, a exprimé ses "inquiétudes" sur cette dernière disposition. "Alors que

nous sommes fiers de cette résolution qui est attendue depuis longtemps, un vrai travail reste à accomplir (...) pour créer de meilleures perspectives pour tous les Américains. C'est véritablement le seul moyen de répondre à l'héritage de l'esclavage et de Jim Crow", a déclaré le sénateur Tom Harkin qui a introduit le projet de résolution. Le sénateur républicain Sam Brownback a qualifié d'"historique" la résolution adoptée. L'ancien président Bill Clinton avait exprimé ses "regrets" pour le rôle des États-Unis dans la traite des esclaves.

Le prédécesseur de Barack Obama, George W. Bush, avait qualifié l'esclavage de "l'un des plus grands crimes de l'Histoire", lors d'une visite en juillet 2003 sur l'île de Gorée au Sénégal, lieu de mémoire de la traite des Noirs. Certains États américains ont adopté de leur côté des résolutions regrettant l'esclavage. En juillet 2008, la Chambre des représentants avait présenté ses excuses formelles une première fois au nom du gouvernement fédéral pour "l'injustice fondamentale, la cruauté, la brutalité et l'inhumanité" de l'esclavage et de la ségrégation raciale les Noirs. Il s'agissait alors du premier repentir officiel. Les premiers esclaves africains étaient arrivés en 1619 sur les côtes de la colonie britannique de Virginie (est) ce qui, comme le souligne la résolution, porte à 246 les nombres d'années d'esclavage dans l'histoire américaine. L'esclavage n'a été officiellement aboli aux États-Unis qu'en 1865, dans le 13^e amendement de la Constitution. ■

Le Président angolais, José Eduardo dos Santos au Sommet de G8

Le chef de l'État angolais, José Eduardo dos Santos, a suggéré à L'Aquila (Italie) que le Fonds monétaire international (FMI) et les représentants des institutions financières définissent, dans des discussions séparées avec des dirigeants des cinq sous-régions africaines de développement, des stratégies d'appui au développement. « Ces stratégies doivent être basées sur des financements concessionnels destinés au secteur public pour la reconstruction et construction de capacités locales de production de biens de services, développés depuis l'apparition de micro, petites et moyennes entreprises, avec la viabilité économique, gérant l'emploi et la richesse », a-t-il déclaré. Dans une déclaration lue au sommet des leaders des nations les plus industrialisées du monde (G-8), José Eduardo dos Santos a souligné que ces stratégies peuvent impliquer aussi des programmes d'assistance visant le perfectionnement de l'Administration et gestion des finances publiques et appui aux efforts des États dans la lutte contre la corruption et le détournement des fonds publics.



Appel à un "nouvel ordre mondial" au sommet des Non-alignés en Égypte

Le 15e sommet du Mouvement des pays non-alignés (MNA) s'est achevé à Charm el-Cheikh, en Égypte, avec l'approbation des documents finaux et d'une déclaration du sommet exhortant à la solidarité plus étroite pour faire face aux menaces et défis globaux et promouvoir la paix et le développement du monde.

Antoine Lukaso

Plus de 50 chefs d'État du mouvement des Non-alignés se sont réunis en Égypte pour discuter des conséquences de la crise financière mondiale, appelant à un "nouvel ordre mondial" faisant une place plus grande aux pays en développement. Le président cubain Raul Castro a affirmé lors de la cérémonie d'ouverture dans la station balnéaire de Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge, que les pays en voie de développement avaient été les plus durement frappés par la crise.

"Chaque pays doit rechercher des solutions justes à la crise économique mondiale", a déclaré M. Castro. "Nous demandons un nouvel ordre monétaire et économique international. Nous devons restructurer le système financier international pour prendre en compte les besoins des pays en développement." Le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi s'est lui insurgé contre la "non-représentativité" du Conseil de sécurité des Nations unies, qu'il a qualifié de "terroriste". Les Non-alignés "sont majoritaires aux Nations unies. Le Conseil de sécurité ne nous représente pas. Il est monopolisé par quelques pays qui en sont les membres permanents", a-t-il dit. "Ceci constitue un danger pour la paix internationale". "Le Conseil de sécurité, c'est le terrorisme", a-t-il ajouté, en réclamant pour l'Union africaine un siège de membre permanent à l'exécutif onusien et en invitant les nations d'Amérique latine à faire de même. Le Premier ministre indien, Manmohan Singh, a pour sa part affirmé que les États-membres du mouvement devraient jouer un rôle plus important sur la scène internationale.

"Les processus décisionnels, aux Nations unies ou dans les institutions financières internationales, continuent d'être basés sur des chartes écrites il y a plus de 60 ans, bien que le monde ait largement changé depuis", a-t-il dit. "Les pays en développement doivent être pleinement représentés



G à D: Le premier ministre indien Manmohan Singh, le président Luiz Inácio Lula da Silva du Brésil, le président mexicain, Felipe Calderón et le président sud-africain, Jacob Zuma.

aux échelons de prise de décision des institutions internationales", a-t-il ajouté. Mais ce sont les ambitions militaires des pays en voie de développement qui devraient dominer le deuxième et dernier jour du sommet jeudi, avec une rencontre cruciale prévue entre les chefs de gouvernement de l'Inde et du Pakistan, deux puissances nucléaires qui se sont déjà livrés trois guerres depuis leur indépendance en août 1947. Le Premier ministre pakistanais, Yousuf Raza Gilani, a affirmé mercredi que les relations entre son pays et l'Inde étaient sur la bonne voie. "Il y a récemment eu une certaine évolution dans nos relations avec l'Inde", a-t-il dit. "Nous croyons qu'une paix durable en Asie du sud est réalisable". Les chefs de la diplomatie indienne et pakistanaise se sont ren-

contrés mardi, avant la réunion entre leurs chefs de gouvernement. Cette dernière vise à relancer le processus de paix amorcé en janvier 2004 entre les deux voisins, dont les relations se sont nettement dégradées depuis les attentats de Bombay, qui ont fait 174 morts (dont neuf des dix assaillants) en novembre 2008 et ont été imputés par New Delhi à un groupe armé pakistanais avec la complicité des services de renseignements militaires d'Islamabad. L'Inde est avec l'Égypte un des membres fondateurs du mouvement des Non-alignés, créé en 1955, en pleine guerre froide, par des États qui entendaient se distancier des blocs de l'Est et de l'Ouest. Aujourd'hui, après l'effondrement de l'URSS et le bouleversement de l'équilibre mondial, sa raison d'être est en question. ■

Rencontre entre Medvedev et Merkel à Munich pour parler crise et énergie



Le président russe Dmitri Medvedev et la chancelière allemande Angela Merkel se retrouvaient à Munich (sud de l'Allemagne) pour parler économie et notamment énergie, au lendemain de l'assassinat d'une militante russe des droits de l'homme qui a indigné l'Occident. Mme Merkel a accueilli M. Medvedev avec les honneurs militaires au château de Schleissheim, en banlieue de la capitale bavaroise.

Les deux dirigeants ont ensuite entamé des entretiens bilatéraux entre les deux pays. L'un des dossiers clé concerne la reprise du constructeur automobile Opel, filiale de l'américain General Motors, par l'équipementier canadien Magna et la banque russe Sberbank, a indiqué la présidence russe. "Nous allons nous prononcer en faveur (de la reprise) et nous appellerons (l'Allemagne) à la soutenir aussi", a aussi déclaré Sergueï Pri-

khodko, conseiller diplomatique au Kremlin. Un accord avait été conclu le 30 mai, sous les auspices du gouvernement allemand, mais les discussions piétinent et GM semble tenter de faire monter les enchères, alors que la holding RHJ International, basée à Bruxelles, et le chinois BAIC son notamment sur les rangs pour une reprise d'Opel.

Les dirigeants russe et allemand doivent aussi parler de sécurité énergétique européenne, notamment des livraisons gazières à l'Europe, très dépendante de la Russie alors qu'une nouvelle crise gazière pourrait voir le jour, si l'Ukraine, principal pays de transit, ne peut régler ses factures au géant gazier russe, Gazprom. Dans ce contexte, ils devront aussi discuter du projet de gazoduc Nord Stream, soutenu par la Russie et l'Allemagne, qui doit encore obtenir l'approbation du Danemark et de la Suède pour être construit sous la mer Baltique. L'Al-

lemagne est le principal client européen du gaz russe, important environ 37% de sa consommation pour chauffer près de la moitié de ses foyers. Pour ce qui est des grands sujets diplomatiques, M. Medvedev et Mme Merkel pourraient discuter de la Corée du Nord, du programme nucléaire iranien et du sommet du G20 qui doit avoir lieu cette année à Pittsburgh (États-Unis).

Parmi les documents qui doivent être signés dans le cadre de ce sommet figurent une déclaration commune sur la coopération énergétique, ainsi qu'un accord entre les Chemins de fer russes et le conglomérat allemand Siemens pour la création d'une coentreprise de production de locomotives. La banque publique russe VEB et l'allemande Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW, publique) vont aussi conclure un accord pour un crédit de 500 millions de dollars permettant de financer des projets communs. ■

Moscou salue l'élection d'un diplomate japonais à la tête de l'AIEA

Moscou salue l'élection du diplomate japonais Yukiya Amano à la tête de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), sise à Vienne, a déclaré jeudi le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères (MID) Andreï Nesterenko.

"Nous saluons la nomination de M.Amano à ce poste de responsabilité et espérons que son élection permettra de garantir la continuité dans la direction de l'Agence et contribuera à l'accomplissement efficace des tâches qu'elle s'assigne", a indiqué lors d'un point de presse à Moscou le porte-parole de la diplomatie russe. Selon M.Nesterenko, M.Amano est un "haut professionnel en matière de non-prolifération et de désarmement".



"Nous apprécions beaucoup les contacts que nous entretenons avec lui depuis de nombreuses années et comptons sur une coopération constructive à l'avenir", a-t-il dit. Diplomate de carrière, Yukiya Amano, 62 ans, représentant du Japon - le seul pays de l'histoire à avoir subi des attaques nucléaires - a été élu à la tête de l'AIEA le 2 juillet dernier pour succéder à l'Égyptien Mohamed ElBaradei et reprendre en main, entre autres, le difficile dossier iranien. M.Amano était jusqu'ici ambassadeur du Japon auprès de l'organisation onusienne. ■

Yukiya Amano

Le conseiller d'État chinois rencontre le président sud-africain

Le conseiller d'État chinois Dai Bingguo, qui devrait participer à la session élargie du sommet du G8, au nom du président chinois Hu Jintao, a rencontré Jacob Zuma, président de l'Afrique du Sud, à L'Aquila, tout en appelant à approfondir la coopération entre les deux pays. Lors de la rencontre, M. Dai a transmis les salutations et félicitations du président Hu à M. Zuma pour sa victoire dans l'élection générale, selon un communiqué de presse publié par la délégation chinoise. M. Dai a affirmé que la Chine et l'Afrique du Sud sont d'importants pays en voie de développement, et que le renforcement du partenariat stratégique bilatéral est non seulement dans l'intérêt essentiel des deux pays et peuples, mais aussi bénéfique à la coopération substantielle entre la Chine et



M. Hu Jintao et le président Jacob Zuma

l'Afrique en général. Au moment où la crise financière globale a touché l'économie mondiale et entraîné un impact négatif sur la vie du peuple, M. Dai a appelé à

davantage de coopération complète entre les deux pays. Selon des diplomates chinois, le conseiller d'État a présenté une proposition en quatre points visant à promouvoir les relations bilatérales : mener plus de communications et échanges politiques, élargir le commerce et approfondir la coopération économique, stimuler plus d'échanges de visite, et renforcer la coopération et coordination au sein des organisations internationales ainsi que dans les occasions diplomatiques multinationales. Zuma, pour sa part, a indiqué que l'Afrique du Sud attache une grande importance à ses relations avec la Chine, et souhaite coopérer davantage dans les affaires internationales et approfondir la coopération d'amitié entre les deux pays. Zuma a également remercié la Chine pour son aide en Afrique, selon le communiqué.

Yves Leterme nouveau chef de la diplomatie belge

L'ancien Premier ministre belge Yves Leterme fait son retour au gouvernement au poste de ministre des Affaires étrangères lors du premier remaniement du cabinet Van Rompuy. La Belgique doit présider l'Union européenne au second semestre 2010. Le chrétien-démocrate flamand (CDV) succède donc comme il était largement attendu à la tête de la diplomatie belge au libéral flamand (VLD) Karel De Gucht. M. De Gucht avait annoncé le 7 juillet son départ pour la Commission européenne, où il remplace son compatriote, le libéral francophone Louis Michel, au poste dévolu à la Belgique, l'aide au développement. M. Leterme, 49 ans, avait dirigé le gouvernement fédéral du 20 mars au 30 décembre 2008, avant de céder la place à son camarade de parti Herman Van Rompuy.

Si M. Leterme avait démissionné à cause des remous autour du plan de sauvetage de la banque Fortis, son mandat avait surtout été marqué par un blocage sur la réforme des institutions belges que réclame la Flandre. Il revient aux affaires alors que les négociations sur ce dossier dont dépend l'unité voire la survie de la Belgique devraient reprendre à l'automne. Le chef de la diplomatie belge sortant a estimé que Yves Leterme "serait un bon ministre des



Yves Leterme

Affaires étrangères qui connaît aussi très bien la politique européenne car c'est un environnement qui lui est familier". M. Leterme a été fonctionnaire européen dans les années 1990. L'ancien Premier ministre aurait néanmoins préféré, selon la presse belge, rentrer au gouvernement au poste de ministre des Finances, actuellement détenu par le leader du parti libéral francophone (MR) Didier Reynders. Mais le fragile équilibre politique belge ne permettait pas, au moins pour l'instant, de chasser M. Reynders d'un des rares postes importants détenus par un Wallon au sein du gouvernement fédéral. Formé en dé-

cembre 2008, le gouvernement d'Herman Van Rompuy est, comme le gouvernement Leterme qui l'avait précédé, une coalition de cinq partis: deux flamands, le CDV et le VLD, et trois francophones, les socialistes du PS et les centristes du CDH, plus le MR. Quatre autres portefeuilles dont celui de l'Intérieur confié à la VLD Annemie Turtelboom, en remplacement de Guido De Padt, du même parti, changent de titulaire, sans toutefois modifier l'équilibre général du gouvernement.

Mme Turtelboom était critiquée pour son manque de souplesse dans la gestion du problème des immigrés sans-papiers. Le journal La Libre Belgique écrit vendredi que c'est "à la surprise générale" que l'on donne l'Intérieur à quelqu'un qui "gèrait ou plutôt ne gèrait pas le département de l'Asile et de l'Immigration". Ce dossier de l'asile et de l'immigration sera confié au centriste francophone (CDH) Melchior Wathelet, qui conserve ses fonctions de secrétaire d'Etat au Budget. Paradoxalement, celle qui au sein du gouvernement s'opposait le plus à la politique inflexible de Mme Turtelboom, la socialiste francophone Marie Arena, perd son portefeuille des Pensions, attribué à son collègue du même parti, Michel Daerden, populaire en Wallonie mais controversé en Flandre. ■

L'ambassadeur de la RDC au Rwanda déjà nommé

L'ouverture officielle de l'ambassade du Rwanda à Kinshasa et celle de la Rdc à Kigali pourrait constituer un signal fort dans la voie de la coopération multisectorielle et la cohabitation non conflictuelle.

Les relations diplomatiques entre la RDC et le Rwanda viennent d'entrer dans la phase de leur normalisation formelle, avec la nomination des ambassadeurs. C'est le gouvernement rwandais qui a fait le premier pas il y a deux mois, en désignant comme animateur de sa future chancellerie de Kinshasa Amandin Rugera. Selon Radio Okapi, le gouvernement congolais vient à son tour de proposer, depuis le 03 juillet, le nom de son « candidat » ambassadeur à Kigali. Il attend impatiemment la réponse des autorités rwandaises avant de dévoiler l'identité de cet oiseau rare.

En principe, les choses devraient aller vite, compte tenu du climat de dégel qui s'observe, entre les deux pays depuis l'élection de Joseph Kabila et surtout les opérations militaires conjointes conduites par les armées rwandaise et congolaise en janvier-février 2009 contre les rebelles des

Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR). En dépit du succès mitigé de l'initiative, gouvernants rwandais et congolais se montrent de moins en moins méfiants les uns vis-à-vis des autres.

On pense que l'ouverture officielle de l'ambassade du Rwanda à Kinshasa, fermée depuis plus de dix ans et celle de la RDC à Kigali, inopérante sans avoir été officiellement fermée, pourrait constituer un signal fort dans la voie de la coopération multisectorielle et la cohabitation non conflictuelle. Le projet de relance de la CEPGL (Communauté Économique des Pays des Grands Lacs) pourrait bénéficier d'un soubassement diplomatique fort pour sa remise en selle.

On rappelle que dans le cadre de la redynamisation de la diplomatie congolaise, de nouveaux ambassadeurs ont été récemment nommés en Belgique (Henri Mova Sakani), en Grande-Bretagne (Kikaya Bin Karubi), en Ouganda (Charles Okoto), en France (Mira Ndjoku).

Les Éditions GRENIER
www.leseditionsgrenier.ca

Ambassadeur du Cap-Vert qualifié d'excellentes les relations avec l'Angola

L'ambassadeur du Cap-Vert en Angola, Domingos Mascarenhas, a qualifié d'excellentes les relations entre l'Angola et son pays. Le diplomate a fait ces constats à la presse après l'audience avec la gouverneuse de Luanda, Francisca do Espirito Santo et l'écrivain capverdien, Germano Almeida. Selon l'ambassadeur, les relations bilatérales concernent plusieurs domaines avec les résultats palpables.

Domingos Mascarenhas a fait référence à la coopération stratégique dans le secteur pétrolier, avec la participation de la Sonangol dans le capital social de l'Entreprise Nationale de Combustibles du Cap-Vert "Enacom" et dans le Cap-Vert Telecom. Il a également mis en relief l'ouverture au début de l'année de la banque BAI-Cap-Vert, qui est un véhicule plus important dans la viabilité des investissements angolais dans l'archipel. "La coopération entre Luanda et Praia, date depuis l'époque de la lutte de l'indépendance de deux peuples, qui s'est diversifiée et consolidée en 1976, en gagnant une dynamique, dans les dernières années, notamment dans l'éducation, transport aérien, pêches, agricultures, banques entre autres", a-t-il rappelé.

L'ambassadeur américain sera renvoyé en Syrie

Les États-Unis vont renvoyer son ambassadeur en Syrie après une absence de quatre ans, ont annoncé mercredi simultanément la Maison Blanche et le département d'État. Cette décision a été faite pour tenir la promesse du président Barack Obama de faire voir plus d'engagements américains au monde arabe, a expliqué le porte-parole de la Maison Blanche, Robert Gibbs, ajoutant qu'il ne s'agissait pas d'une réponse à tout changement politique explicite vis-à-vis de la partie syrienne.

"Cela reflète fortement la reconnaissance de l'administration du rôle que joue la Syrie, et l'espérance que le gouvernement syrien peut jouer le rôle d'une manière constructive, afin de promouvoir la paix et la stabilité dans la région", a indiqué M. Gibbs. En annonçant le retour de l'ambassadeur américain en Syrie, le porte-parole du département d'État Ian Kelly a confié aux journalistes que "nous sommes prêts à avancer avec la Syrie en respectant nos intérêts via le dialogue direct et continu".

Russie-Chine: apogée des relations bilatérales

Les relations russo-chinoises traversent actuellement la meilleure période de leur histoire, a déclaré l'ambassadeur chinois à Moscou Liu Guchang à l'occasion de la fin de sa mission en Russie. "J'ai travaillé pendant cinq ans et huit mois à ce poste. J'ai eu la chance d'être le témoin d'une période au cours de laquelle les relations russo-chinoises ont connu le plus vigoureux essor de leur histoire", a-t-il déclaré. "Les relations russo-chinoises se sont converties en moteur du développement économique-social des deux pays, de la protection de leurs intérêts stratégiques et du soutien de la paix et de la stabilité", a ajouté l'ambassadeur. Le vice-premier ministre russe Alexandre Joukov a quant à lui fait remarquer que "les relations de coopération se développaient activement, et que leur niveau élevé répondait aux attentes des deux pays ainsi qu'au



L'ambassadeur chinois à Moscou Liu Guchang

partenariat stratégique nous unissant". Selon lui, le président chinois Hu Jintao, au cours d'une visite récente à Moscou, a confirmé cette "lune de miel" en louant "les relations politiques unissant les deux pays".

Magazine Diplomat investissement
www.diplomatinvestissement.com

Le Tchad, nouvel eldorado pétrolier des Chinois

Amisi Rukiza

Le président tchadien, Idriss Deby Itno, a lancé dans la région du Chari-Baguirmi (sud-ouest) la construction d'un pipeline de 311 km, confiée à une société publique pétrolière chinoise, ont rapporté les médias d'État. Les travaux, dont le coût n'est pas précisé, seront exécutés par la Compagnie nationale pétrolière chinoise (China National Petroleum Corporation, CNPC) et prendront fin en 2011.

L'oléoduc est destiné à l'exploitation du pétrole du site de Koudalwa à Mogo (300 km au sud de N'Djamena) et alimentera la raffinerie de Djarmaya (40 km au nord de N'djamena). "Les Tchadiens ont attendu longtemps cette opportunité. Ils vont circuler dans deux ans avec leur pétrole", a affirmé lors de la cérémonie le président Deby, cité par les médias. "Nous avons encore d'autres grandes ambitions. D'autres bassins du Tchad regorgent du pétrole, nous ne faisons pas de bruit mais nous es-



Président Idriss Déby Itno

sayons de faire en sorte que les autres bassins puissent produire et contribuer au développement économique et à la lutte contre la pauvreté dans notre pays", a-t-il

ajouté. Dans un bref communiqué, la présidence tchadienne a estimé que les réserves des champs pétroliers de la région pourraient produire un million de tonnes de pétrole par an, avec une capacité de 60.000 barils par jour.

De son côté, la CNPC "s'engage à protéger l'environnement et à créer des emplois pour la population locale", a déclaré son vice-président, Wang Yun Yang. La compagnie chinoise affirme avoir fait son entrée en 2003 dans l'industrie pétrolière au Tchad, trois ans avant que N'Djamena ne rétablisse avec Pékin des relations diplomatiques rompues en 1997. Découvert dans les années 1990, le brut tchadien a commencé à être exploité en 2003, pour rapporter ses premiers vrais dividendes à partir de 2006. Le pays produit aujourd'hui plus de 170.000 barils/jour, pour environ 750 millions d'euros de recettes annuelles. D'après des sources économiques, ses réserves prouvées de brut tournent autour de 1,5 milliard de barils. ■

Le risque d'investissement en Afrique est exagéré, selon Donald Kaberuka



Donald Kaberuka, président de la BAD

L'Afrique doit se débarrasser rapidement de l'image d'un environnement d'investissement très risqué, qui est souvent exagéré, a estimé mercredi le président de la Banque africaine de développement (BAD, Donald Kaberuka. Selon Kaberuka, l'idée selon laquelle les économies africaines étaient de plus en plus des destinations à risque en matière d'investissement, a été exagérée, ajoutant que l'Afrique est heureuse de ne pas être à l'origine du malaise économique actuel.

L'Afrique, l'un des rares endroits du monde à encore enregistrer une croissance positive, recèle de potentiels énormes pour les investisseurs à la recherche de projets nouveaux et rentables dans un contexte de crise économique globale. Les investisseurs institutionnels tels que les hedge funds sont

de retour sur le continent alors que l'économie du continent montre des signes de résistance. L'économie africaine a connu respectivement une croissance moyenne de 6 pour cent et 5,7 pour cent en 2007 et 2008. Cette année, les économistes estiment que l'économie se développera d'environ 2,6 pour cent. Toutefois, la région d'Afrique australe est la seule qui devrait enregistrer une croissance négative, suite aux informations faisant état d'un recul de 6,4 pour cent de l'économie sud-africaine, la locomotive régionale, durant le premier trimestre 2009. Les investisseurs asiatiques, la Chine en tête, cheminent à travers le continent pour investir dans les pays riches en ressources, comblant souvent le vide laissé par des investisseurs occidentaux difficiles.

"Beaucoup plus de gens ont perdu de l'argent à Wall Street en moins d'un an que qui-conque n'a perdu de sommes d'argent aussi importantes en Afrique peut-être durant ces 30 dernières années", a observé M. Kaberuka. "Nous savons que l'Afrique est une destination d'investissement sûre, parce que nous sommes des Africains", a martelé M. Kaberuka aux chefs d'entreprise et officiels namibiens. Concernant la crise économique globale, le patron de la BAD a jugé qu'il n'y a rien que l'Afrique aurait pu faire pour éviter les effets toxiques émanant de

la crise financière occidentale. Toutefois, il s'est réjoui du fait que l'Afrique ne soit pas le point de départ de la crise actuelle. Selon lui, les fondamentaux macroéconomiques sains recherchés et les réformes visés par la majorité des économies du continent, avaient protégé le continent des ravages de la crise économique globale.

Pour les analystes, il faut plus d'investissements dans l'économie réelle de l'Afrique, particulièrement les infrastructures, les énergies renouvelables, l'agriculture et les communications. L'explosion de la téléphonie mobile et l'expansion des services financiers aux populations pauvres ont montré le potentiel de création de modèles de développement novateurs. Un intérêt renaissant a été constaté envers l'agriculture africaine après que les prix des denrées alimentaires ont atteint des niveaux records l'année dernière. Bien que les prix des denrées soient revenus à un niveau plancher, une croissance de la demande à long terme est anticipée une fois que le monde émergera de ses problèmes économiques actuels. "Les réformes des gouvernements africains ont permis à ce continent d'être plus robuste face à cette crise...Je frémis rien qu'à la pensée de ce qui aurait pu se produire si la crise était survenue il y a 20 ans", a conclu M. Kaberuka. ■

Barack Obama propose une nouvelle régulation du système financier

Amisi Rukiza

Le président Barack Obama a dévoilé mercredi un vaste projet de réforme de la régulation financière, destiné à rétablir la confiance et à empêcher une répétition de la plus grave crise économique ayant frappé les États-Unis depuis sept décennies.

Le projet défendu par le chef de la Maison Blanche renforce les pouvoirs de surveillance de la Réserve fédérale -la banque centrale américaine- sur l'ensemble du système financier et prévoit la création d'une nouvelle agence destinée à protéger les consommateurs lors de leurs transactions bancaires des abus qui ont joué un rôle important dans la crise actuelle.

Le président américain a souligné que son projet était "une révision radicale du système de régulation financière, une transformation à une échelle jamais vue depuis les réformes qui ont suivi la Grande Dépression" des années 1930.

Attribuant la plupart des difficultés actuelles des États-Unis "à une cascade d'erreurs et d'occasions manquées" au cours des dernières décennies, Barack Obama a une nouvelle fois pointé du doigt "une culture de l'irresponsabilité" ayant pris racine "de Wall Street à Washington".

Il a présenté ses propositions comme une



tentative de trouver un juste milieu entre les avantages et les excès du capitalisme. Nous sommes appelés à "mettre en place ces réformes" qui permettent l'éclosion de "nos meilleures qualités" tout en tenant les "pires traits" en échec, a-t-il dit.

Le projet de 88 pages avancé par l'administration va susciter un intense débat au Congrès, où des détracteurs l'accusent déjà d'imposer un trop grand nombre de restrictions qui nuiront à la compétitivité des entreprises financières américaines dans l'économie internationale. En vertu de ce plan, la Réserve fédérale aurait un

pouvoir de surveillance sur les holdings et les institutions financières si importantes qu'une défaillance de leur part pourrait saper le système financier américain. Ces nouveaux pouvoirs conférés à la banque centrale américaine s'accompagneraient cependant d'un abandon d'une partie de l'autorité bancaire de la Fed au profit d'une nouvelle agence de protection financière des consommateurs.

Nombre de banquiers s'opposent à une telle agence et de nombreux parlementaires s'inquiètent que la Réserve fédérale ne devienne trop puissante. Travaillant au côté de la Fed, un nouveau Conseil surveillerait l'ensemble du système financier et aurait pour tâche d'empêcher l'effondrement inattendu d'institutions d'envergure comme ce qui s'est passé à l'automne dernier avec l'assureur AIG et Lehman Brothers, notamment engagé dans des activités de courtage. Le projet de Barack Obama n'entre pas dans le débat en cours sur la question de savoir si certaines compagnies d'assurances devraient faire l'objet d'une surveillance fédérale.

Le chef de la Maison Blanche souhaite que son plan que va examiner le Congrès devienne un texte législatif d'ici la fin de l'année, un projet ambitieux étant donné le fait qu'il pousse également les parlementaires à réformer le système de soins d'ici octobre. ■

PROPOSITION LIBYENNE D'UNE AGENCE AFRICAINE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

Le secrétaire du Conseil national libyen de la planification, Bachir Zambil, a proposé la création d'une Agence africaine de garantie des investissements contre les risques non commerciaux. Selon lui, chaque pays africain exportateur de capitaux doit créer une institution chargée de garantir l'investissement et l'assurance des exportations ainsi que la signature d'accords bilatéraux ou multilatéraux pour garantir l'investissement et éviter la double imposition. M. Zambil a évoqué aussi l'idée de la création d'un Centre africain de règlement des contentieux liés aux investissements entre pays africains et d'un Fonds d'investissements commun destiné à financer les petits et moyens projets au profit des jeunes. ■

Namibie: les investissements russes se compteront en milliards de dollars

Le ministre russe des Ressources naturelles et de l'Ecologie Iouri Troutnev, qui accompagne le président Dmitri Medvedev dans sa tournée africaine, a évalué devant les journalistes à Windhoek à des milliards de dollars des investissements potentiels russes en Namibie. "Il est parfaitement évident qu'il s'agit d'investissements se comptant en milliards de dollars. Il y a de quoi investir", a indiqué le ministre, coprésident de la commission intergouvernementale

russo-namibienne. De vastes possibilités d'investissement existent, selon M.Troutnev, dans le secteur énergétique de la Namibie, en manque de développement. "En outre, on peut mettre en valeur des gisements d'uranium. Il ne s'agit pas uniquement de prospecter et d'extraire de l'uranium, mais également d'y livrer des centrales nucléaires et de les exploiter", a-t-il poursuivi. Et d'ajouter que le tourisme offrait lui aussi de belles perspectives en Namibie. ■

Banque mondiale : Financement record en 2009

La Banque mondiale (Bm) rapporte qu'au cours de l'exercice 2009 (1er juillet 2008 - 30 juin 2009), l'institution financière a consacré 58,8 milliards de dollars à l'aide aux pays confrontés à des difficultés causées par la crise économique mondiale, soit une augmentation de 56 %, comparé à l'exercice antérieur. Durant cette période, la Bm a financé 767 projets destinés à promouvoir la croissance économique, lutter contre la pauvreté et aider les entreprises privées, notamment en investissant 20,7 milliards de dollars dans le financement des infrastructures, un secteur absolument essentiel pour créer les conditions nécessaires à une sortie rapide de la crise et à la création d'emplois.

L'institution a axé ses interventions sur des initiatives visant à protéger les personnes les plus vulnérables dans les pays les plus pauvres, à poursuivre des programmes d'investissement dans les infrastructures à long terme et à appuyer les possibilités qu'offrent une croissance économique stimulée par le secteur privé et



Robert B. Zoellick

la création d'emplois. "Les demandes d'assistance adressées au groupe de la Banque mondiale ont fortement augmenté cette année, et cette tendance devrait se poursuivre jusqu'en 2010, le rythme de la reprise restant incertain", a déclaré le

président du Groupe de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick, au cours de l'annonce de ce résultat. "Des millions de personnes continuent de souffrir, et nous devons continuer d'aider les pays à assurer leurs dépenses prioritaires, notamment en termes d'infrastructures essentielles, d'investissement dans le capital humain et de protection sociale; autrement nous remettrions davantage en cause les gains arrachés de haute lutte durant les dernières années dans la lutte contre la pauvreté", a-t-il reconnu. Des donateurs ont apporté 6,8 milliards de dollars au Fonds d'aide aux pays vulnérables créé par la Bm, en vue d'aider les pays en développement à résister aux effets de la crise. Les engagements du groupe de la Banque mondiale dans les pays d'Afrique subsaharienne, une région qui figure au premier rang des priorités de l'institution, se sont accrus, passant de 7,3 milliards de dollars durant l'exercice 2008 à 9,9 milliards de dollars au titre de l'exercice 2009, soit une hausse de 36 %. Source : Abidjan.net ■

L'indice de confiance des investisseurs augmente de 108,5 à 115,5 points en juin

State Street Global Markets, la division de recherche et d'analyse financière et de courtage de State Street Corporation (NYSE : STT), a publié en juin les résultats de l'indice de confiance des investisseurs « State Street Investor Confidence Index® » pour le mois de juin 2009. L'indice global de confiance des investisseurs affiche une augmentation de 7,0 points par rapport au niveau corrigé de 108,5 obtenu en mai et atteint le chiffre de 115,5 points. Avec un gain de 9,1 points passant à 95,0 points, la confiance des investisseurs institutionnels en Europe s'est inscrite en forte hausse. L'augmentation est tout aussi forte en Amérique du Nord, l'indice régional ayant augmenté de 6,2 points, passant de 107,4 à 113,6 points.

L'appétit pour le risque a quelque peu diminué en Asie, l'indice ayant chuté de 1,3 point, passant du niveau corrigé de mai de 93,4 à 92,1 points. L'évolution des chiffres du mois précédent est un peu plus importante que d'habitude pour l'indice global et celui d'Amérique du Nord en raison de l'impact du jour férié « Memorial Day » sur les chiffres du mois de mai.

Développé par State Street Associates (SSA), la division de recherche de State Street Global Markets établie en partenariat avec l'université de Harvard, sous la direction de Ken Froot et Paul O'Connell, l'indice de confiance des investisseurs de State Street évalue de manière quantitative l'appétit des investisseurs pour le risque en analysant les tendances se dégageant des achats et des ventes effectués par les investisseurs institutionnels.

L'indice est fondé sur une théorie financière qui attribue une signification particulière aux changements de sentiment des investisseurs vis-à-vis du risque, ou à leur volonté de détenir un volume proportionnellement plus ou moins important de titres à haut risque dans leurs portefeuilles. Plus les investisseurs institutionnels sont prêts à consacrer une part importante de leurs portefeuilles à des placements en actions, plus leur tolérance au risque, et par conséquent leur confiance, est grande.

« Le mois de juin marque le troisième mois consécutif où l'indice global est resté au-dessus du niveau neutre de 100, niveau à partir duquel les investisseurs institutionnels augmentent leurs allocations

dans les actifs à haut risque » nous dit Ken Froot. « Malgré quelques inquiétudes relatives à la pérennité à long terme de la situation budgétaire et à l'impact sur l'inflation de la détente monétaire quantitative, les investisseurs institutionnels continuent de souscrire à cette perspective à long terme ». « Depuis le début de la crise financière de mi-2007, la confiance des investisseurs institutionnels a de façon constante précédé d'un ou deux mois les indices de confiance des consommateurs et elle continue de le faire maintenant » a ajouté Paul O'Connell, de State Street Associates. « À titre d'exemple, la confiance des investisseurs d'Amérique du Nord a connu son niveau le plus bas en décembre alors que pour l'indice de la confiance des consommateurs du Conference Board cela ne s'est produit qu'en février. On peut en dire autant de l'indice de confiance des investisseurs en Europe qui a précédé l'indicateur du sentiment économique de la Commission européenne tout au long du cycle. L'augmentation de 21,3 points observée ce trimestre représente le meilleur chiffre pour l'indice européen depuis le troisième trimestre 2006 ». ■

Le FMI est plus optimiste mais appelle à la vigilance

Hilaire Kasongo

Le FMI fait preuve d'optimisme pour l'économie mondiale, jugeant que la planète commence à sortir de la récession, mais il insiste bien sur le fait que la crise n'est pas finie et met en garde les gouvernements contre la tentation de "baisser la garde" prématurément. Selon la mise à jour de ses perspectives planétaires publiée mercredi, le Fonds monétaire international a revu en hausse de 0,6 point sa prévision de croissance pour l'économie mondiale en 2010, à 2,5%. Pour l'année en cours, il table sur une contraction de l'activité de 1,4%, soit 0,1 point de plus que ce qu'il prévoyait en avril. "L'économie mondiale commence à sortir d'une récession sans précédent depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, mais la stabilisation est inégale et la reprise sera probablement timide", écrit le FMI dans ce document. "Après un premier trimestre décevant", les indicateurs "laissent entrevoir le retour d'une croissance modérée au niveau mondial", ajoute le FMI, mettant néanmoins en garde sur le fait que "la récession n'est pas terminée". "La reprise arrive, mais elle devrait être faible", a résumé l'économiste en chef du Fonds, Olivier Blanchard lors d'une conférence de presse. Dans un autre document publié mercredi, son "Rapport sur la stabilité financière dans le monde", l'organisation multilatérale note que les interventions "sans précédent" des banques centrales et



Dominique Strauss-Kahn

des gouvernements "ont réduit le risque extrême d'une autre défaillance systémique comparable à l'effondrement" de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers à l'automne. Mais "les récentes améliorations dans le domaine financier présentent un risque en ce sens que l'on serait tenté de baisser la garde", avertit-il, en soulignant que "la vigilance reste de mise". Selon le FMI, le volume du commerce mondial de biens et services devrait plonger de 12,2% en 2009, avant de se reprendre de 1,0% en 2010. Le Fonds prévient que "le groupe des pays avancés ne devrait pas connaître de reprise soutenue de l'activité avant le second semestre de

2010". L'économie de ces pays devrait se contracter de 3,8% en 2009, comme prévu en avril, avant de se reprendre de 0,6% en 2010, indique le FMI. Pour les pays émergents et en développement, la croissance devrait être de 1,5% en 2009, et de 4,7% en 2010. S'il relève que "les prix des produits de base ont rebondi avant que la reprise ne s'amorce", le Fonds estime que "l'inflation mondiale devrait rester modérée jusqu'à la fin de 2010", et juge que "les risques de déflation soutenue sont faibles", contrairement à ce qu'il écrivait en avril. Le Fonds répète par ailleurs que "l'assainissement du secteur financier demeure la plus haute priorité", principalement dans les pays avancés. "C'est la question en suspens des deux côtés de l'Atlantique", a déclaré à la presse José Vinals, directeur du département des marchés de capitaux du Fonds. Concernant l'avenir, le premier risque est l'"autosatisfaction" des pouvoirs publics, a-t-il dit, faisant remarquer que pour l'instant, les États portent l'économie à bout de bras. Il importe de ce point de vue que l'action politique permette la reprise de la demande privée à un niveau "suffisamment fort", a dit M. Blanchard, sans exclure que certains États aient à poursuivre leur relance budgétaire jusqu'en 2011 "si la reprise se révèle très faible". Cependant, écrit le Fonds, il faut prévoir dès maintenant "le retour à l'équilibre budgétaire [...] après que la croissance sera fermement rétablie". ■

L'économie du Canada commence à montrer des signes de reprise

L'économie canadienne a commencé à donner des signes positifs à la suite de ses deux pires trimestres depuis des décennies, en avril, mais la lumière au bout du tunnel demeure faible et lointaine. Des statistiques rendues publiques démontrent que le produit intérieur brut (PIB) du pays a retraité pour un neuvième mois consécutif, en avril, alors qu'il a reculé de 0,1 pour cent.

L'économie canadienne commence à donner des signes encourageants à la suite de près d'un an de détérioration accélérée qui a secoué presque tous les secteurs et qui a privé des ménages de richesse, de revenus et de confiance, a indiqué M.

Porter. "Mais il y a aussi quelques problèmes qui commencent à faire surface, a-t-il ajouté. Il y a encore de sérieux risques pour la reprise. Alors d'ici à ce que nous ayons définitivement tourné la page, je vais demeurer prudent."

L'un des problèmes mentionnés par M. Porter a fait surface aux États-Unis, un marché crucial pour le Canada où l'humeur des consommateurs demeure morose. Le Conference Board américain a en effet rapporté mardi que son indice de la confiance des consommateurs avait chuté de cinq points en juin, mois au cours duquel les analystes s'attendaient à une légère hausse. ■



Ministre des Finances du Canada, Jim Flaherty

BARACK OBAMA

«l'avenir de l'Afrique appartient aux Africains»

Ignace Lomomba

Le président américain s'est exprimé devant le parlement ghanéen, exhortant l'Afrique à mettre fin aux pratiques antidémocratiques et à la corruption avec le soutien des Etats-Unis. Barack Obama a estimé samedi que l'avenir de l'Afrique appartenait «aux Africains eux-mêmes», mais que les Etats-Unis les soutiendraient dans leurs efforts, à l'occasion d'un discours devant le parlement ghanéen.

Il a noté que l'Afrique était encore en proie aux conflits, à la maladie, au sous-développement économique, à la corruption et aux pratiques antidémocratiques. «Le développement dépend de la bonne gouvernance. C'est l'élément qui manque en bien trop d'endroits depuis trop longtemps», a déclaré le chef de la Maison blanche, dont la visite à Accra est sa première en Afrique noire en tant que président. Tout en reconnaissant la part de responsabilité du colonialisme, Barack Obama a tenu à préciser qu'il «est facile de montrer les autres du doigt, de rejeter la faute sur les autres... Mais l'Occident n'est pas responsable de la destruction de l'économie zimbabwéenne au cours de la dernière décennie, ou des guerres où on enrôle les enfants dans les rangs des combattants». Il a souligné que le soutien américain au développement serait lié au



respect des règles démocratiques: «Ce que nous ferons, c'est augmenter notre assistance aux individus et aux institutions responsables, en faisant porter l'effort sur le soutien aux règles de bonne gouvernance».

Darfour et Somalie réclament des réponses internationales

Le président américain a par ailleurs pro-

mis la poursuite du soutien américain à la lutte contre les maladies en Afrique, avec l'objectif d'éradiquer la malaria, la tuberculose et la polio. Il a relevé que l'Afrique avait accompli des progrès dans le domaine sanitaire. «Mais il y a encore trop de gens à mourir de maladies qui ne devraient pas les tuer», a-t-il estimé. Il a invoqué les 63 milliards de dollars déjà alloués par les Etats-Unis au combat sanitaire et indiqué qu'il poursuivrait l'effort déployé par son prédécesseur George W. Bush contre le sida. «Nous chercherons de faire en sorte qu'on cesse de mourir de la malaria et de la tuberculose, et qu'on éradique la polio. Nous combattons les maladies tropicales qui ont été négligées... Nous investirons dans les systèmes de santé publics», a-t-il déclaré.

Barack Obama a par ailleurs expliqué que des crises comme le «génocide» au Darfour ou l'expansion terroriste en Somalie réclamaient une réponse «mondiale», mais aussi un renforcement des capacités de réaction de l'Afrique elle-même. «L'Afrique n'est pas la caricature qu'on en fait d'un continent en guerre. Mais les conflits font partie de la vie de trop d'Africains, avec la même constance que le soleil», a-t-il expliqué. «Nous encourageons la vision d'une architecture régionale de sécurité qui soit forte et qui puisse produire une force transnationale efficace quand il le faut».

Barack Obama et sa famille à Cape Coast, haut-lieu de la traite négrière



Le président américain Barack Obama, accompagné de sa famille, a visité le fort esclavagiste de Cape Coast (160 km d'Accra), plongeant dans le passé douloureux de l'Afrique juste après son discours au parlement ghanéen sur l'avenir du continent.

Accompagné de Michelle et de leurs deux filles Malia et Sasha, Barack Obama, fils d'un immigré kényan, et son épouse, lointaine descendante d'esclaves, ont parcouru les cachots et donjons du fort tourné vers la mer et qui fut un haut-lieu de la traite négrière dans l'ancienne Gold Coast, le Ghana actuel, vers l'Europe,

l'Amérique et les Caraïbes. "Cette visite rappelle la capacité de l'être humain à faire le mal absolu. C'est une expérience et un moment émouvants", a commenté le président.

En tant que père, Barack Obama a jugé cette visite "particulièrement importante" pour ses deux filles Malia et Sasha "afin qu'elles se rappellent que l'Histoire peut parfois prendre des formes très cruelles". "En tant qu'afro-américains, nous ressentons dans cet endroit d'un côté une profonde tristesse, et de l'autre le sentiment que le voyage d'une multitude de (futurs) Afro-Américains a commencé ici".

Saluant "le courage de tant de gens, blancs et noirs, pour abolir l'esclavage", le président a estimé qu'"aussi triste l'Histoire puisse-t-elle être, il est toujours possible de la surmonter".

On a pu voir un Obama attentif, visage fermé, écouter les explications de deux guides ghanéens qui leur ont fait visiter cette imposante bâtisse blanche du 17^e

siècle d'où des milliers d'Africains partirent pour le "voyage sans retour". Patiemment restauré, ce fort est avec celui d'Elmina le plus important du Ghana et est inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco.

Pratiquement toute la côte du Ghana est parsemée de dizaines de ces forts esclavagistes, dont certains aujourd'hui

tombent en ruine, rongés par la végétation et le vent marin. Après la cérémonie au parlement, en présence du président John Atta-Mills, la famille présidentielle avait pris le temps de se changer avant de se rendre à Cape Coast en hélicoptère. Lui en chemisette bleu foncé manches courtes, elle en pantalon, tee-shirt blanc et lainage bleu ciel. ■

Obama appelle l'Afrique à rejeter la tyrannie et la corruption



Le Président Barack Obama et le Président John Atta Mills

Barack Obama a dressé un réquisitoire sans appel contre la corruption et la tyrannie lors d'une visite au Ghana, l'une des trop peu nombreuses démocraties de ce continent où naquirent une partie des ancêtres du premier président américain noir ainsi que ceux de son épouse, descendante d'esclaves.

"L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, elle a besoin d'institutions fortes", a-t-il lancé, adaptant son célèbre slogan de campagne en "Yes you can": "Oui, vous le pouvez". "Nous pensons que le Ghana peut être un extraordinaire modèle de succès à travers tout le continent", a insisté le chef de la Maison Blanche, pour qui "le développement dépend d'une bonne gouvernance. C'est l'ingrédient qui fait défaut en trop d'endroits, depuis bien trop longtemps. C'est ce changement qui peut libérer le potentiel de l'Afrique". "Nous devons partir du principe que l'avenir de l'Afrique dépend des Africains", a estimé Barack Obama, soulignant qu'il avait "le

sang de l'Afrique en (lui), par son père kényan noir, même s'il a été élevé par la famille de sa mère, américaine blanche, et qu'il reconnaissait donc le poids de l'histoire, notamment coloniale. Mais, a-t-il ajouté, l'Occident n'est pas responsable de "la destruction de l'économie du Zimbabwe depuis dix ans, ni des guerres dans lesquelles des enfants sont enrôlés comme combattants". "Ces conflits sont une pierre autour du cou de l'Afrique".

Accueilli triomphalement dans ce petit pays, Barack Obama s'est adressé au Parlement ghanéen et s'est entretenu avec son homologue John Atta Mills. "Tous les Ghanéens veulent vous voir", lui a déclaré ce dernier, alors

que la famille Obama faisait la "Une" de nombreux quotidiens locaux. Le président américain a participé à un déjeuner en plein air dans l'enceinte de la résidence présidentielle avec près de 350 personnes, puis il est passé à la partie historique de sa visite.

Avec son épouse Michelle, descendante d'esclaves africains amenés en Amérique, Barack Obama s'est également rendu au fort de Cape Coast, d'où les esclaves étaient déportés vers les Amériques sous la férule britannique au XVIII^e siècle. "Cela nous rappelle la capacité des êtres humains à faire le mal", a déclaré le président américain au cours de sa visite des lieux.

La veille, au sommet du G-8 à L'Aquila, en Italie, un nouveau plan de sécurité alimentaire de 20 milliards de dollars avait été annoncé pour les pays pauvres, d'Afrique notamment, et samedi le président américain a déclaré que son pays fournirait 3,5 milliards de dollars d'assistance alimentaire en mettant l'accent sur la formation des agriculteurs. ■



Le FMI accorde au Ghana un prêt de 1,02 milliard de dollars

Le Fonds monétaire international (FMI) a accordé au Ghana deux prêts d'un montant global de 1,02 milliard de dollars, considérés par le ministre ghanéen des Finances, le Dr Kwabena Duffuor, comme une "marque de confiance renouvelée à l'économie" du pays.



Dr Kwabena Duffuor

Antoine Lukaso

S'adressant jeudi à un groupe de journalistes à Accra, le Dr Duffuor a indiqué que le Conseil d'administration du FMI a accordé un premier prêt de 597 millions de dollars destiné à appuyer la balance des paiements et un second de 425 millions de dollars pour soutenir les réserves extérieures. "En tout, le programme de prêts avec le FMI (597 millions de \$ US) et les crédits supplémentaires basés sur le quota du Ghana (425 millions de \$ US) font donc un total de 1,02 milliard de dollars", a précisé le ministre.

Il a affirmé que les 597 millions de dollars constituaient jusque-là "le financement le plus important jamais accordé en Afrique et qu'il représente l'expression de l'appui du FMI aux politiques et aux programmes du Ghana". Le gouvernement a hérité d'une situation économique difficile qui se traduit par un déficit fiscal et un niveau du compte courant élevé, une forte inflation et une dévaluation du cedi par rapport aux principales devises étrangères. En réponse à ces défis, le gouver-

nement ghanéen a annoncé la mise en place d'un budget d'austérité et s'engage à réduire le déficit fiscal en le faisant passer de 14 pour cent à 9,5 pour cent cette année. Le Dr Duffuor a affirmé que le décaissement de cette somme n'était pas lié à l'existence d'un programme avec le FMI et ne dépendait d'aucune conditionnalité. Le Ghana recevra une première tranche de 625 millions de dollars avant la fin de cette année, tandis que le reste sera décaissé entre 2010 et juin 2012.

La Banque mondiale a accordé il y a deux semaines, la somme de 535 millions de dollars, dont 300 millions destinés à l'appui budgétaire général, 225 millions pour l'appui au secteur du transport et 10 millions pour l'appui à la gouvernance des ressources naturelles et environnementales. Selon le Dr Duffuor, les afflux vont augmenter de manière significative le niveau des réserves du pays, renforcer le cedi et accroître la confiance en l'économie. Ils permettront aussi un meilleur financement du budget par des sources externes, réduisant ainsi la dette intérieure du gouvernement et les prévisions inflationnistes. ■

Gabon : 154 millions de dollars (71,5 milliards de francs CFA) pour l'enseignement supérieur et la formation professionnelle

Les efforts déployés par le gouvernement gabonais pour améliorer les compétences techniques dans les secteurs de croissance potentiel a reçu l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), à Tunis, où le Conseil d'administration de l'institution a approuvé un prêt de 71,5 milliards de francs CFA, soit 99,30 millions d'Unités de Compte (154 millions de dollars) pour financer le Projet d'appui à l'amélioration de la qualité des services publics d'enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Le projet, qui sera exécuté sur une période de cinq ans, vise à amé-



La président par intérim du Gabon, Rose Francine Rogombé

liorer l'offre de formation de cadres supérieurs et moyens à travers la réforme des systèmes de formation, l'accroissement de la capacité d'accueil au niveau national et le renforcement de la qualité et la pertinence des programmes, et partant l'efficacité des ressources publiques affectées au secteur de l'Education et la baisse progressive des dépenses en bourses d'études à l'étranger.

Les réformes institutionnelles envisagées et les activités de développement de compétences qui sont prévues concerneront 11 établissements de l'enseignement supérieur (dont les trois universités exis-

tantes, 5 grandes écoles et 3 instituts de recherche) et 21 établissements de l'enseignement technique et professionnel.

De ce fait, le projet cadre avec les orientations stratégiques de la Banque en matière de gouvernance, notamment en ce qui consiste à aider les pays membres à mieux rationaliser les dépenses sectorielles et accroître l'efficacité des opérations sectorielles.

De plus, les orientations stratégiques de la Banque portent aussi sur la gouvernance du secteur public et reconnaissent l'importance non seulement du développement du secteur privé, mais aussi l'utilisation efficace des ressources publiques pour la réduction de la pauvreté. Le projet est aussi cohérent avec l'un des deux piliers de concentration du Document de stratégie nationale de croissance et de réduction de pauvreté (DSCR) qu'est le « Renforcement de la gouvernance ». Il appuie la mise en œuvre des réformes structurelles ; le renforcement des capacités des entités nationales pour améliorer la disponibilité et la qualité des compétences tech-

niques requises pour une mise en œuvre efficiente de deux autres piliers de concentration de la stratégie nationale, que sont : « la Promotion d'une croissance forte et bénéfique aux pauvres » ; et « l'Amélioration de l'accès aux services sociaux de base ».

Il est donc conforme à la Stratégie pour l'Enseignement Supérieur, la Science et la Technologie de la Banque dont les axes les plus pertinents sont les suivants : renforcer les centres d'excellence nationaux et régionaux dans les domaines prioritaires ; mettre en place et/ou réhabiliter l'infrastructure scientifique et technologique ; et établir des liens entre l'enseignement supérieur, la science et la technologie et le secteur productif. Le projet touchera toutes les provinces du pays. Les bénéficiaires seront les étudiants des trois universités du Gabon - Université des Sciences de la Santé (USS) et Université Omar Bongo (UOB) à Libreville et Université des Sciences et Techniques de Masuku (USTM) à Franceville, les étudiants des grandes écoles et des instituts, les élèves

de l'enseignement technique et professionnel industriel et rural, dont les filles qui se verront offrir des possibilités de formation dans des filières beaucoup plus diversifiées.

Le projet touchera 1000 étudiants de l'enseignement supérieur par an et 4000 élèves de l'enseignement technique. Les enseignants, le personnel d'encadrement et les chefs d'établissements, totalisant 468, verront leurs compétences développées et renforcées. 134 cadres techniques des ministères de tutelle et des établissements de formation auront leurs compétences renforcées en gestion administrative et financière, ce qui contribuera à renforcer la gouvernance du secteur.

Le coût total du projet est estimé à 110,02 millions d'UC, soit 81,4 milliards de francs CFA. Le prêt de la BAD financera 90% des dépenses. Le gouvernement gabonais contribuera le reliquat de 10,72 millions d'UC, soit 10% du coût. ■

* 1 UC Unité de comptes = 1,58223 \$ = 720,385 FCFA en la date de 22/07/2009

L'Inde et les USA signent un accord d'armement et de nucléaire

L'Inde et les Etats-Unis ont annoncé la conclusion d'accords en matière de défense et de nucléaire civil, à l'occasion d'un déplacement à New Delhi de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton. L'accord de défense est une première étape vers la vente d'armements américains perfectionnés à l'Inde. Celui dans le nucléaire réserve à des entreprises américaines les chantiers de construction de deux centrales. Les deux accords ont été annoncés conjointement par Hillary Clinton et son homologue indien, S.M. Krishna, lors d'une conférence de presse commune.

Ils constituent une avancée tangible pour la secrétaire d'Etat américaine, à l'occasion d'une visite censée marquer un renforcement des liens bilatéraux et illustrer l'engagement du président Barack Obama en faveur d'un rôle accru de l'Inde sur la scène internationale. Le pacte de défense entre les deux pays permet à Washington, comme le requiert la législation américaine, de contrôler que New Delhi emploie bien les armes vendues aux fins



Secrétaire d'Etat, Hillary Clinton.

révues par le texte et empêche le transfert de technologie. L'Inde devrait consacrer plus de 30 milliards de dollars en cinq ans à la modernisation de son arsenal militaire hérité de l'ère soviétique. Un tiers environ de la somme sera dédiée à l'achat de 126 avions de chasse, un marché potentiel pour Boeing ou Lockheed Martin. A l'is-

sue d'entretiens avec le Premier ministre Manmohan Singh, Hillary Clinton a dit qu'il avait accepté une invitation à effectuer une visite d'Etat à Washington le 24 novembre.

Il s'agirait d'une première pour un dirigeant étranger depuis le début de la présidence Obama, le 20 janvier, et d'un symbole de l'importance accordée par Washington aux relations avec l'Inde, a souligné un responsable du département d'Etat, sous le sceau de l'anonymat.

Hillary Clinton s'est en outre satisfaite de l'accord qui réserve à des entreprises américaines des chantiers de deux centrales nucléaires, dans le prolongement du pacte de coopération sur le nucléaire civil signé l'année dernière. "Je suis ravie que le Premier ministre Singh m'ait dit que les sites pour deux parcs nucléaires (réservés) à des entreprises américaines aient été approuvés par le parlement", a-t-elle dit.

Des responsables américains estiment que ces chantiers représentent jusqu'à 10 milliards de dollars de contrats pour les constructeurs de réacteurs nucléaires. ■

SINGAPOUR

Une économie performante et moderne

Singapour est une cité-état d'Asie du sud-est ; sa superficie est de 647,8 km². Elle comprend 64 îles dont la principale est l'île de Singapour (584,8 km²). La cité-état est située à l'extrémité de la péninsule malaise. L'île fut dénommée «Singapura» («La ville du lion») au XIV^e siècle par Parameswara, un prince de Palembang dans le sud de Sumatra et qui avait été contraint à l'exil dans cette région en 1377. En 1819 Singapour passe sous le contrôle de la couronne britannique. Le traité de Londres de 1824 signé par les britanniques et les néerlandais accorda à ces derniers le contrôle de Singapour qui devint une base navale britannique importante contrôlant le détroit de Malacca. Singapour fut placée sous le contrôle de la Compagnie anglaise des Indes orientales. Elle devint colonie de la Couronne en 1867 jusqu'à son indépendance en 1965, hormis la parenthèse de l'occupation japonaise.

Ignaca Lomomba

ÉCONOMIE

L'économie de Singapour est une économie libre de marché très développée et prospère dans lequel l'État est directement impliqué dans la gestion de grands groupes industriels et commerciaux. L'environnement des affaires singapourien est très ouvert et comporte remarquablement peu de corruption (Cet état se place régulièrement au 4^e ou 5^e rang mondial de l'indice de perceptions de la corruption), de même que des prix stables et un des produits intérieurs bruts les plus élevés. Le Wall Street Journal considère Singapour comme la deuxième économie la plus libre du monde derrière celle de Hong-Kong. La croissance du PIB



le Premier Ministre Lee Hsien Loong

y est très forte depuis son indépendance en 1965 : environ 9 % par an en moyenne. Alors que cette cité-état était alors une nation pauvre du tiers-monde, elle a dépassé la France en termes de PIB par habitant juste avant la fin du XX^e siècle.

Totalement dépourvu de ressources naturelles (et agricoles), Singapour est en 2006 le premier port du monde (avec Rotterdam), la deuxième place financière d'Asie (après le Japon), et le 3^e raffineur du monde. Le capitalisme libéral est social : 93 % des ménages sont propriétaires de leur logement grâce à un système original qui les met à l'abri de la pression immobilière d'un pays surpeuplé.

Depuis les années 1980, ce sont les technologies avancées (réparation d'avions, informatique, électronique) et enfin les services de pointe, qui dominent l'économie. Le port de Singapour, riche de cinq



La ville de Singapour

terminaux spécialisés, est le premier du monde, avec un trafic de 390 Mt en 2004. Réputée pour son efficacité et sa compétence, Singapour est devenue une grande place commerciale et financière non seulement régionale, mais aussi internationale (la valeur de son commerce extérieur est trois fois supérieure au produit intérieur brut). Elle est également un important centre touristique, avec plus de 5 millions de visiteurs en 1998. Ses principaux partenaires commerciaux sont les États-Unis, le Japon, la Malaisie et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), sans oublier l'Europe. Son intégration accrue au sein de son aire régionale a été marquée par la création, en 1991, d'un « triangle de croissance » l'associant à l'Indonésie (Riau) et à la Malaisie (Johore) qui lui fournissent espace et main-d'œuvre, et par une politique d'investissements régionaux.

Singapour est aussi l'un des quatre « dragons » d'Asie comme l'on qualifie les quelques pays du sud-est asiatique en pleine croissance économique dans les années 1980. Elle possède une économie prospère et moderne, caractérisée par un environnement ouvert et exempt de corruption, des prix stables et un des plus élevés PIB par habitant au monde (PNB par habitant : 30228 \$US en 2006). Son économie repose sur les services bancaires et fi-

nanciers (deuxième place financière d'Asie après le Japon), le commerce, la navigation (premier port mondial en tonnage), le tourisme, les chantiers navals et le raffinage du pétrole. Le secteur de l'industrie électronique est également très dynamique et connu dans le monde entier (la société Creative Technology a diffusé dans le monde entier les célèbres cartes-son Sound Blaster). Signalons aussi l'importance du secteur de l'armement, dopé par les commandes publiques de l'État singapourien qui dispose de deux fonds souverains, le Temasek Holdings depuis 1974 et le Government of Singapore Investment Corporation (GIC) depuis 1981. "La prospérité de Singapour est en grande partie due à son éthique du travail. Il y a peu de chômage à Singapour et de nombreux Singapouriens font de longues journées. Tant le gouvernement que le système d'éducation poussent les gens à travailler fort. Quand Singapour obtint son indépendance, en 1965, le gouvernement décida que le pays devait produire des biens en demande dans les pays développés. Une vaste infrastructure industrielle fut mise en place et permit à Singapour de prospérer. Des ouvriers qualifiés furent formés et aujourd'hui, le pays dispose d'une main-d'œuvre hautement spécialisée. Plus de 40 % des travailleurs sont aujourd'hui opérateurs de machines,

empaqueteurs et techniciens dans des usines. Le secteur manufacturier produit appareils et composants électroniques, aliments transformés, appareils électro-ménagers et vêtements. Près des trois quarts des vêtements fabriqués à Singapour sont exportés.

Singapour est l'un des plus grands centres de raffinage de pétrole au monde. Importé de Malaisie, de Brunéi, d'Indonésie et du Moyen-Orient, le pétrole brut est raffiné en différents produits pétroliers et exporté vers le Japon, Hong Kong, la Malaisie, l'Australie et la Thaïlande. Le port de Singapour et ses chantiers navals sont parmi les plus importants du monde, et le trafic y est incessant.

Le secteur financier est extrêmement développé: toutes les grandes banques du monde sont implantées à Singapour. Quant au tourisme, il a connu un développement fulgurant.

Seulement 1 % de la population de Singapour tire encore son revenu de l'agriculture ou de la pêche; l'artisanat familial meurt rapidement, sauf quelques exceptions, dont la poterie et la fabrication d'encens. Les guirlandes de fleurs pour les fêtes indiennes, les masques pour les fêtes et les lanternes chinoises sont fabriqués par des artisans vieillissants et les jeunes ne sont pas intéressés à apprendre de tels métiers." ■



Singapore Airlines : une des meilleures et plus grandes compagnies aériennes au monde.

Le SOMMET DES NON-ALIGNÉS la difficile mutation d'un dinosaure

Le mouvement des non-alignés, dans sa conception originelle, a fait son temps. Il est loin, bloc Est-Ouest, dont les pionniers du mouvement voulaient se tenir à équidistance en affirmant leur indépendance. Cet âge d'or du mouvement a pris fin avec l'effondrement de l'ex-URSS et l'émergence d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis.

Avec l'avènement de Barack Obama, cet unilatéralisme est du reste de plus en plus remis en cause. Le nouveau président américain préfère conduire les destinées du monde de façon solidaire et non dans l'aventurisme solitaire de son prédécesseur. Autant de bouleversements de l'ordre mondial qui ont fait perdre au mouvement des non-alignés, son âme. Quelles valeurs défend-il aujourd'hui alors que les idéologies traditionnelles se sont effacées ? Visiblement, l'organisation qui tient son 15e sommet à Charm El Cheikh en Égypte, devait, depuis belle lurette, faire sa mue, pour s'adapter aux nouvelles réalités du monde qui ont pris corps à la fin du 20e siècle. Le thème du sommet est certes d'actualité. « Solidarité internationale pour la paix et le développement », cela ne peut mieux tomber, dans un contexte de crise financière et économique internationale, où la tentation est au repli sur soi. Les pays riches sont interpellés par ce thème, eux qui ont rapidement apporté une riposte concertée au problème, mais seulement pour leurs économies.

Cependant, les non-alignés devraient aussi s'approprier ce thème, pour en faire un credo entre les États membres. C'est cette solidarité agissante, entre eux, qui les remettra au cœur du système international. Car pour le moment, l'organisation, malgré ses potentiels économique, politique et démographique (118 États membres, 55% de la population mondiale), est très peu visible. Entre deux sommets, on ne la sent pas, on ne la voit pas. L'union sacrée qui prévalait à l'époque de la guerre froide s'est effritée. Avec donc un minimum de consensus sur les grandes questions de l'heure et un engagement réel, les pays réunis à Charm El Cheikh peuvent redonner son lustre au mouvement. Car c'est déjà un miracle qu'ils aient réussi à le maintenir en vie. Il s'agit à présent de le sortir de ce coma profond, pour le rendre incontournable sur la scène internationale. Cette organisation a en effet sa raison d'être. Au carrefour de plusieurs continents, elle regroupe des

pays aux multiples facettes et est riche de cette diversité. C'est une ONU en miniature. L'Égypte qui fut l'un des pays fondateurs du mouvement serait-elle à l'origine de sa renaissance ? La diplomatie égyptienne est en tout cas influente de par le monde. Elle réussit la prouesse de se faire écouter par les meilleurs ennemis au monde que sont les Israéliens et les Palestiniens.

Une adversité qui cristallise la nouvelle fracture du monde, entre un Occident tout acquis à la cause de l'État hébreu, et une partie du monde révoltée par le colonialisme d'un autre âge imposé aux Palestiniens. L'Égypte et les non-alignés peuvent donc jouer un rôle majeur dans le règlement de ce conflit qui pourrait les relations internationales.

Le premier test de la capacité du mouvement à jouer à nouveau les premiers rôles sur la scène internationale, se présente d'ailleurs à ce 15e sommet. S'ils réussissent à rapprocher l'Inde et le Pakistan, deux pays de la fratrie, nul doute que les non-alignés auront marqué les esprits et posé les jalons du renouveau. Mais le plus grand défi concerne incontestablement la mobilisation autour de la pauvreté des États membres, accentuée par la cascade de crises alimentaire, financière et économique de ces derniers mois. Quelle réponse viable le mouvement peut-il apporter aux interrogations des peuples les plus défavorisés ?

L'Afrique, continent le plus fragilisé par les différentes spasmes dont le monde est traversé, ne peut que souhaiter le retour en première ligne de cette institution qui, par le passé, lui a été d'un secours certain à travers les luttes pour les indépendances et contre l'apartheid. Au niveau de l'Union africaine, on voit bien qu'une solution tarde à être trouvée à l'échelle du continent. La plupart des pays membres de l'UA restent accrochés aux subsides que laissent tomber les pays riches. Si donc le mouvement des non-alignés peut être la nouvelle alternative à ce misérabilisme des pays africains, c'est tant mieux.

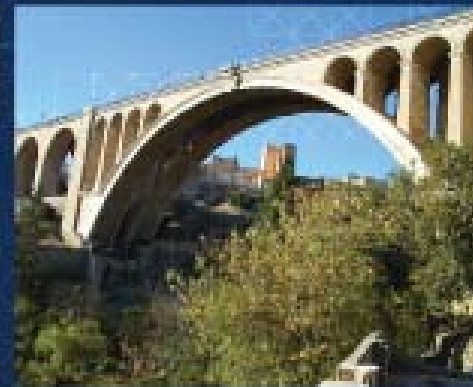
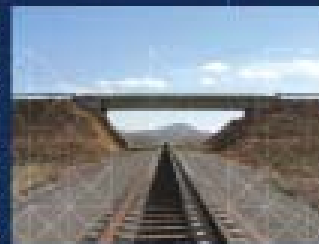
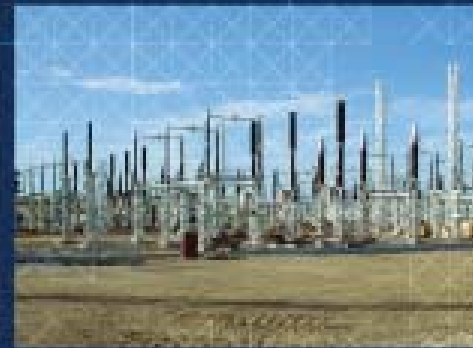
Reste à savoir si l'atmosphère de farniente que dégage la station balnéaire de Charm El Cheikh sera propice à des réflexions profondes et à des décisions hardies. Le dinosaure saura-t-il se muer en un acteur moderne des grands enjeux mondiaux ? ■


Source : "Le Pays", sélection de la réflexion du mois

Aujourd'hui, après l'effondrement de l'URSS et le bouleversement de l'équilibre mondial, sa raison d'être est en question.

DESSAU

50 ANS D'INGÉNIERIE CANADIENNE
AU SERVICE DES PAYS DE LA FRANCOPHONIE





VOUS VOULEZ ACTIVER VOS
EXPORTATIONS?
NOUS POUVONS VOUS AIDER.

NOUS SAVONS TOUS CE QUE ÇA SIGNIFIE. Nous savons que vous voulez tirer profit des grandes possibilités qu'offre l'exportation. Grâce à nos solutions d'assurance et de gestion de fonds de roulement, ainsi qu'à notre connaissance des marchés internationaux, vous trouverez chez nous les produits et l'expertise qui vous aideront à activer vos exportations. Avec EDC, vos désirs prennent forme.

2 0 0 M A R C H É S À T R A V E R S L E M O N D E

www.edc.ca/services | 1-866-361-1118

Un monde d'opportunités à saisir

Canada

 EDC